

**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION**



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Annuaire statistique de l'emploi et de la formation professionnelle 2019

Rapport provisoire

Octobre 2020

Avant-propos

La problématique de l'emploi et de la formation professionnelle constitue un défi majeur à relever par les autorités politiques et administratives du pays. Aujourd'hui, il apparaît clairement que cette problématique est au centre des préoccupations des plus hautes autorités. En témoignent l'adoption de la Politique Nationale de l'Emploi et de la Politique Nationale de Formation Professionnelle, et la mise en œuvre de nombreux projets et programmes, notamment, le Programme Emploi Jeunes (PEJ I et II), le PROCEJ, le FIER, l'ACEFOR, PAJE NIETA, etc. la Politique nationale de l'emploi et la Politique nationale de la formation professionnelle, etc. Ainsi, pour un meilleur suivi-évaluation de la mise en œuvre des Politiques, la production régulière de données statistiques fiables pour servir d'aide à la décision est plus que jamais nécessaire. C'est dans ce cadre que, depuis sa création, l'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) met à la disposition des utilisateurs des rapports sur les principaux indicateurs de l'emploi au Mali.

L'ONEF est confronté au problème de production suffisante de données fiables sur le marché du travail et au manque de données sur les indicateurs de l'emploi et de la formation professionnelle. Pourtant, la disponibilité d'indicateurs joue un rôle très capital dans l'insertion professionnelle. Au Mali, la production de données implique plusieurs acteurs : l'Etat, les entreprises, les Organismes non Gouvernementaux, les particuliers etc.

Si une base de données se structure et se consolide dans le domaine de l'emploi, à l'inverse le domaine de la formation professionnelle reste marqué par l'absence d'annuaire statistique.

Pour rappel, pour impulser la formation professionnelle, le Gouvernement et ses partenaires ont convenu de lancer en 1996 le Projet de Consolidation de la Formation Professionnelle (PCFP) qui a permis de créer le FAFPA, l'OEF et le FPI (formation professionnelle initiale) et les UFAEs. Dès lors, les interventions en matière de la formation professionnelle ont commencé à se structurer tant au niveau des acteurs que du financement.

Le financement de la formation professionnelle est assuré au Mali par le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), le budget national, les PTF et les familles.

Compte tenu de la multiplicité des acteurs intervenant dans la formation professionnelle et de l'importance des financements orientés vers ce secteur, il apparaît nécessaire de disposer de données statistiques régulières et fiables permettant d'évaluer les progrès réalisés, singulièrement dans le domaine de la formation professionnelle. Ce faisant, une importance particulière sera accordée aux données sur l'emploi dans un souci d'établir la cohérence dans les prises de décision relatives à la mise en œuvre des politiques et programmes.

La production d'un premier annuaire statistique s'inscrit dans ce cadre. Ce document constitue un référentiel précieux pour les décideurs et les utilisateurs des informations sur l'emploi et la formation professionnelle.

L'annuaire statistique est articulé autour de trois (3) axes : la présentation des structures du Département de l'emploi et de la formation professionnelle, les statistiques de l'emploi, et enfin les statistiques de la formation professionnelle.

Je ne saurais clore mon propos sans remercier et féliciter toute l'équipe qui a participé à l'élaboration de ce premier annuaire statistique sur l'emploi et la formation professionnelle. Je remercie également l'ensemble des partenaires techniques et financiers et particulièrement la

Coopération Luxembourgeoise pour son engagement à financer la réalisation de la deuxième édition de l'annuaire.

Le Directeur Général de l'ONEF

M. Boubacar DIALLO

Table des matières

Liste des tableaux	5
Liste des graphiques	7
Sigles et abréviations	8
1. Démarche méthodologique	9
1.1. Les sources des données de l'emploi	9
1.2. Les sources des données de la formation professionnelle	10
2. Présentation des structures en charge de l'emploi et de la formation professionnelle.....	11
2.1. Les structures en charge de l'emploi	11
2.2. Les structures en charge de la formation professionnelle.....	13
2.3. Les Directions transversales	18
3. Statistiques de l'emploi	21
3.1. Statistiques sur les nouvelles créations d'emplois	21
3.2. Statistiques sur la situation globale de l'emploi au Mali, produites à partir de l'EMOP	25
4. Les statistiques de la formation professionnelle	29
4.1. Information sur les Centres	29
4.2. Statistiques sur les formateurs, personnel administratif et apprenants	39

Liste des tableaux

Tableau 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2019	22
Tableau 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2019	22
Tableau 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités, type de contrat et par sexe en 2019	23
Tableau 4: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur public en 2019, selon le sexe et Département Ministériel.....	24
Tableau 5: Population en âge de travailler en 2019, calcul effectué selon la nouvelle norme	25
Tableau 6: Ratio Emploi/Population des 15 ans ou plus	25
Tableau 7: Taux de croissance de l'emploi.....	26
Tableau 8: Population en emploi en 2019, calcul effectué selon la nouvelle norme	26
Tableau 9: Taux d'emploi vulnérable	26
Tableau 10: Taux de sous-emploi.....	27
Tableau 11: Taux d'emplois informels	27
Tableau 12: Population au chômage	27
Tableau 13: Population au chômage	28
Tableau 14: Proportion de chômeurs découragés	28
Tableau 15: Proportion des Jeunes de (15-24 ans) « ni en emploi, ni en éducation, ni en formation »	28
Tableau 16: Répartition des Centres par région et suivant leur état (fonctionnel, non fonctionnel, non localisé) au moment de l'enquête.....	29
Tableau 17: évolution du nombre de Centre de formation professionnelle de 2017 à 2019	29
Tableau 18: Répartition des Centres fonctionnels selon la région et le statut.....	29
Tableau 19: Répartition des Centres fonctionnels selon la région et le type de centre	30
Tableau 20: Répartition par région des Centres dotés d'infrastructures sociales de base (en %)	30
Tableau 21: Répartition par région des Centres dotés d'infrastructures sociales complémentaires favorisant l'apprentissage (en %)	30
Tableau 22: Répartition des Centres selon la région et type de partenaire	31
Tableau 23: Répartition des principaux ateliers.....	32
Tableau 24: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (1/4).....	33
Tableau 25: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (2/4).....	33
Tableau 26: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (3/4).....	34
Tableau 27: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (4/4).....	35
Tableau 28: caractéristiques des salles de cours et les locaux spécialisés	35
Tableau 29: caractéristiques de l'état des mobiliers collectifs	36
Tableau 30: caractéristiques de l'état des mobiliers de bureau	36
Tableau 31: Taux de satisfaction par rapport aux équipements lourds par atelier	37
Tableau 32: Ressources selon la source	38
Tableau 33: Répartition des dépenses	38
Tableau 34: répartition du personnel administratif selon le niveau de diplôme et le sexe	39
Tableau 35: répartition du personnel administratif selon la fonction et le sexe	39
Tableau 36: répartition du personnel administratif selon le statut et le sexe	39
Tableau 37: répartition des formateurs selon le diplôme et le sexe	40
Tableau 38: répartition de l'effectif des formateurs selon le diplôme et le statut dans l'emploi	40

Tableau 39: Répartition des effectifs de la formation professionnelle selon le lieu de la formation et la région en.....	41
Tableau 40: Répartition des apprenants selon le sexe et la région en 2019	41
Tableau 41: Taux d'accroissement des effectifs des apprenants entre 2017 et 2019 selon les régions	41
Tableau 42: Répartition des effectifs de la formation professionnelle selon la source de financement en 2019.....	42
Tableau 43: Répartition des effectifs de la formation professionnelle selon le type de financement en 2019.....	42
Tableau 44: Répartitions des apprenants selon le sexe et les filières PRODEFPE.....	43
Tableau 45: Répartitions des apprenants selon le sexe et secteur économique.....	44
Tableau 46: Répartitions des apprenants selon le sexe et secteur économique.....	44
Tableau 47: Répartitions des apprenants selon le sexe et le mode d'apprentissage	44

Liste des graphiques

Figure 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, par sexe en 2019	21
Figure 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, par type de contrat en 2019	21
Figure 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région	22

Sigles et abréviations

ACEFOR	Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation Professionnelle
AFD	Agence Française de Développement
ANPE	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
APEJ	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
CADD	Cellule d'appui à la décentralisation déconcentration
CFA	Communauté financière africaine,
CPS-Emploi	Cellule de Planification Statistiques de l'Emploi
DFM	Direction des Finances et du Matériel
DNE	Direction Nationale de l'Emploi
DNFP	Direction Nationale de la Formation Professionnelle
DRH	Direction des Ressources Humaines
EMOP	Enquête Modulaire Permanente auprès des Ménages
EPST	Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique
FAFPA	Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage
FIER	Formation professionnelle, Insertion et appui à l'Entrepreneuriat des jeunes Ruraux
FPI	Formation Professionnelle Initiale
HIMO	Haute intensité de main-d'œuvre
INIFORP	Institut national d'ingénierie de formation professionnelle
INSTAT	Institut National des Statistique
MEFP	Ministère d l'Emploi et de la Formation Professionnelle
OEF	Observatoire de l'Emploi et la Formation
ONEF	Observatoire National de l'Emploi et de la Formation
PAJE NIETA	Projet d'appui aux jeunes entrepreneurs
PCFP	Projet de Consolidation de la Formation Professionnelle
PDO	Objectif de Développement du Projet
PEJ	Programme Emploi Jeune
PNA/ERP	Programme national d'action pour l'emploi en vue de la Réduction de la pauvreté
PNE	Politique Nationale de l'Emploi
PROCEJ	Projet de Développement des compétences et emploi des jeunes
PRODEFPE	Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi
PTF	Partenaire Technique Financier
SE	Section d'énumération
SFP	Stage de Formation Professionnelle
UP	Unité Primaire

1. Démarche méthodologique

Le présent annuaire a été élaboré sur la base des données collectées et fournies par différentes sources. Il vise à mettre à disposition des indicateurs sur l'emploi et la formation professionnelle.

1.1. Les sources des données de l'emploi

Ces indicateurs ont été calculés sur la base des données collectées à partir de deux sources :

1.1.1. La source administration

Les statistiques collectées auprès des structures de l'administration permettent de produire deux types d'indicateurs : les nouvelles créations d'emplois par le secteur privé et les nouvelles créations d'emplois par le secteur public.

1.1.1.1. Création d'emplois par le secteur privé

Toutes les statistiques relatives aux nouvelles créations d'emplois par le secteur privé proviennent des données collectées auprès des services de la Direction nationale du travail (DNT). L'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) a créé des points focaux au niveau des Directions régionales du travail et du District de Bamako. Ces points focaux remontent chaque trimestre, les données relatives aux créations d'emplois par le secteur privé. Ces données proviennent des contrats de travail, signés entre employeur et employé nouvellement recruté et visés par les Services du travail.

1.1.1.2. Création d'emplois par le secteur public

Les emplois créés par contre par le secteur public sont collectés auprès des « Points focaux Emploi » des Institutions de la République et des Projets et Programmes des Départements Ministériels, de la Direction nationale de la Fonction Publique et du Personnel pour les fonctionnaires de la Fonction Publique de l'Etat, de la Direction Générale des Collectivités pour les fonctionnaires des collectivités et la Direction des Ressources Humaines du Secteur de la Défense et de la Sécurité.

Les statistiques relatives aux créations d'emplois par le secteur public et le secteur privé permettent d'analyser la demande de travail faite par les entreprises des secteurs privé et le public.

1.1.2. Les données d'enquête

Le deuxième type d'indicateur de l'emploi, présenté dans ce document est produit à partir des données du troisième passage de l'Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP). Le troisième passage de cette enquête concerne le module emploi. Les données sont collectées par l'Institut national de la statistique (INSTAT) et transmises à l'Observatoire national de l'emploi et de la formation pour traitement et analyse.

L'EMOP est une enquête par sondage stratifiée à deux degrés à allocation proportionnelle au premier degré. Les 8 régions du Mali et la ville de Bamako constituent les domaines d'études.

L'échantillon estimé à 7 200 ménages, est représentatif selon le milieu de résidence de la population (urbain et rural) ainsi qu'au niveau des huit (8) régions et le District de Bamako.

Au premier degré, les unités primaires (sections d'énumération) sont tirées indépendamment dans chaque strate avec une probabilité proportionnelle à leur taille en ménages. Au second degré, les ménages sont tirés à probabilité égale dans la liste des ménages établie après dénombrement de la SE. Excepté la région de Kidal, dans chaque unité primaire (UP), un nombre constant de six (6) ménages est tiré au second degré.

Dans l'EMOP 2016/17, la région de Kidal et certains autres SE ont été exclues pour raison d'in sécurité. Le nombre de ménages a été réduit à 6192, dont 6091 ont participé au 3ème passage.

Contrairement aux données administratives, les données de l'EMOP (module emploi) permettent d'analyser l'offre de travail faite par les ménages.

1.2. Les sources des données de la formation professionnelle

Ces statistiques ont été produites sur la base des données collectées auprès des Centres de formation professionnelle, privés et publics agréés par la Direction nationale de la formation professionnelle (DNFP). La collecte a été réalisée sur toute l'étendue du territoire à l'exception de la région de Kidal. A cet effet, un questionnaire a été adressé à ces Centres. Les données collectées étaient relatives, entre autres, à l'identification des centres, leur date de création, les effectifs par filière ou spécialité et par type de formation. Les effectifs des formateurs par spécialité et par type de formation.

Sur un effectif de 451 Centres agréés, 351 ont été localisés, parmi lesquels, 305 sont fonctionnelles. La collecte a duré un mois. Le contrôle de qualité des données était assuré par les superviseurs. Les indicateurs ont été produits grâce à une équipe chargée du traitement et de l'analyse

Une équipe d'analyse est mise en place pendant que le travail de terrain se poursuit. L'analyse consistera à décrire les résultats préliminaires selon le plan préalablement conçu et à rédiger un rapport dans lequel les principaux résultats de l'enquête seront présentés. Cette approche vise à pouvoir présenter les résultats préliminaires dans le plus court délai possible, après la collecte des informations sur le terrain. La rédaction de l'annuaire implique un travail concerté entre les experts des différentes structures (ONEF, CPS-Emploi, DNFP, FAFPA, DNE, INIFORP, PRODEFPE, etc.).

2. Présentation des structures en charge de l'emploi et de la formation professionnelle

Dans le cadre de la mise en œuvre des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, le Ministère en charge de l'emploi et de la formation professionnelle a sous sa tutelle des Directions centrales, agences d'exécution, projets et programmes et des services rattachés

2.1. Les structures en charge de l'emploi

2.1.1. Direction nationale de l'emploi

Créée en 2002 selon la Loi N° 02-070 du 19 décembre 2002, la Direction Nationale de l'Emploi (DNE) a pour mission l'élaboration, le suivi et l'actualisation de la politique de l'emploi. En outre, elle est chargée de mener des études sur l'emploi pouvant déboucher sur des propositions concrètes de mesures de promotion de l'emploi ou de consolidation des emplois existants, ainsi que des études d'évaluation des dispositifs de la politique de l'emploi.

Ces études visent à faciliter le pilotage de la politique de l'emploi par le MEFP et son adaptation constante à l'évolution du marché du travail.

La DNE veille également à la prise en compte de l'emploi dans les actions de développement. Enfin, elle est chargée du suivi des relations avec les institutions internationales ou sous régionales en charge de la problématique de l'emploi.

2.1.2. L'Agence nationale pour l'emploi

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) est un Établissement Public à caractère Administratif doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elle a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi.

A ce titre, elle est chargée de :

- procéder à la prospection, à la collecte des offres d'emploi auprès des employeurs et à la mise en relation de l'offre et de la demande d'emploi ;
- d'assurer l'accueil, l'information et l'orientation des demandeurs d'emplois ;
- de promouvoir l'auto emploi à travers l'information et l'orientation des futurs employeurs ;
- de réaliser toutes activités en relation avec les missions qui lui seraient confiées par l'État, les collectivités territoriales ou les établissements publics ;
- de réaliser toutes études sur l'emploi et la formation professionnelle ;
- de concourir à la mise en œuvre des activités de formation professionnelle, de perfectionnement, de reconversion et d'insertion ;

- de concevoir et mettre en œuvre des mécanismes et des actions destinées à assurer la promotion de l'emploi, notamment de l'emploi féminin, pour des personnes en situation de handicap.

2.1.3. L'Agence Pour la Promotion de l'emploi des Jeunes (APEJ)

La mission de l'APEJ est de concourir à la promotion de l'emploi pour les jeunes Maliens, hommes et femmes de 15 à 40 ans, en milieu rural et urbain, résidant ou expatrié, en facilitant leur accès au marché du travail et au crédit. Le Programme Emploi Jeunes (PEJ) qui comprenait 4 composantes dans sa phase initiale (PEJ1) en 2004 a été recentré sur 3 composantes dans sa deuxième génération (PEJ2) dont le démarrage a commencé en 2011, :

1. Employabilité des jeunes : cette composante vise à renforcer l'employabilité des jeunes à travers le stage de formation professionnelle (SFP), le stage de qualification professionnelle (SQP), l'apprentissage, la reconversion/adaptation, les chantiers-écoles/HIMO (pavage, dallage de roches, pistes rurales, aménagements hydro agricoles, forêts) ;
2. Entrepreneuriat : cette deuxième composante vise à développer l'esprit d'entreprise, par l'information et la sensibilisation à entrepreneuriat, la formation en entrepreneuriat, l'aide et l'assistance des jeunes à l'élaboration de leurs plans d'affaires, l'appui/conseils des promoteurs des projets et enfin le Développement du système d'incubation.
3. Financements de projets : cette dernière composante a pour objet de renforcer le dispositif de financement des projets des jeunes par le financement de projets, la garantie des projets, l'appui/conseil en vue d'accéder au crédit et le suivi des projets financés.

2.1.4. Le Programme national d'action pour l'emploi en vue de la réduction de la pauvreté (PNA/ERP)

Ce Programme mis en œuvre en Août 2002 et rattaché au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle est un instrument d'action pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi (PNE) du Mali. L'objectif global du PNA/ERP est de contribuer par l'emploi à l'insertion sociale des couches les plus vulnérables en vue de réduire la pauvreté.

Les objectifs spécifiques consistent à :

- permettre aux couches sociales les plus démunies d'accéder au financement que les institutions financières ne peuvent leur accorder ;
- contribuer à autonomiser par l'emploi, les couches les plus vulnérables et les faire ainsi participer à l'activité économique nationale.

Le PNA/ERP intervient à la demande du public cible (individus, groupements organisés, etc.), sur orientation du Département ou à partir d'initiatives propres, Il finance les activités génératrices de revenus ou celles participant à la pérennisation des emplois existants.

2.1.5. Projet de Formation professionnelle, Insertion et appui à l'Entrepreneuriat des jeunes Ruraux (FIER)

L'objectif de développement de FIER est de promouvoir l'accès des jeunes ruraux, femmes et hommes, à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes. Le Projet cible les jeunes ruraux âgés de 15 à 40 ans, en quête d'une situation professionnelle et est décliné en trois composantes :

1. Capacités institutionnelles et renforcement de l'offre de formation ;
2. Insertion et appui aux initiatives des jeunes ruraux ;
3. Coordination et gestion.

Le coût global du Projet est d'environ 28 milliards de francs CFA pour une durée de 8 ans.

2.1.6. Projet de Développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ)

L'Objectif de Développement du Projet (PDO) est d'améliorer l'éducation et la formation pour l'employabilité et les possibilités d'emploi créées par le secteur privé pour les jeunes au Mali.

Le projet est destiné aux jeunes âgés de 15 à 35 ans sur l'ensemble du territoire. Il a trois composantes que sont :

1. 'Education et la formation pour l'employabilité ;
2. Création d'emplois pour les jeunes par le secteur privé ;
3. Renforcement institutionnel et gestion du projet.

Le coût total du Projet est d'environ 32,5 milliards de francs FCFA pour une durée de 5 ans.

2.2. Les structures en charge de la formation professionnelle

Ces structures sont composées d'un service central (Direction nationale de la formation professionnelle) des services à autonomie financière dotés de la personnalité morale (FAFPA, INFORP), des Projets et Programmes (PRODEFPE, ACEFOR, Projet Formation insertion professionnelle,)

2.2.1. Direction nationale de la formation professionnelle (DNFP)

La Direction Nationale de la Formation Professionnelle est créée par la Loi N°02- 071 du 19 décembre 2002. Elle est chargée de :

- - veiller à la consolidation et au développement des acquis de la formation professionnelle ;
- élaborer, suivre et évaluer les stratégies et programmes nationaux de formation professionnelle ;

- définir les modalités d'appui conseil aux Collectivités Territoriales et organismes publics et privés ;
- élaborer et coordonner les stratégies de reconversion professionnelle ;
- élaborer la réglementation régissant le dispositif de la formation professionnelle et veiller à en assurer l'application ;
- développer les stratégies de promotion des filières de formation professionnelle
- mener toutes recherches et études relatives à la formation professionnelle continue, qualifiante et par apprentissage;
- proposer les mesures nécessaires à la promotion de la formation professionnelle et à l'adéquation de la formation à l'emploi ;
- Appuyer les Collectivités Territoriales dans l'élaboration des schémas directeurs de formation professionnelle et technique ;

2.2.2. Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA)

Le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA) est créé par Loi N° 97-023 du 14 Avril 1997 modifiée par la Loi N° 06-057 du 04 décembre 2006 C'est un 'Établissement Public à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a pour mission essentielle de contribuer à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de Formation Professionnelle Qualifiante, Continue et par Apprentissage.

A ce titre, il est chargé :

- d'apporter une assistance technique et financière aux entreprises, opérateurs économiques des secteurs moderne et non structuré, ainsi qu'aux organismes privés et parapublics de droit malien dans le cadre de l'élaboration et de la réalisation de leurs plans et projets de formation ou d'équipement ;
- de mener des études spécifiques pour mieux informer les décideurs sur les orientations du Fonds.

2.2.3. Institut national d'ingénierie de formation professionnelle (INIFORP)

L'INIFORP est un Etablissement Public à Caractère Scientifique & Technologique (EPST), créé en août 2013 par l'ordonnance n° 2013-009/P-RM du 28 août 2013. Le Décret N°2013-672/P-RM du 28 août 2013 en détermine l'organisation et fixe ses modalités de fonctionnement.

Il a pour mission :

- participer à l'élaboration des référentiels de formation professionnelle et d'appuyer leur implantation au sein des organismes de formation professionnelle ;
- produire les outils et moyens pédagogiques et didactiques nécessaires à la bonne application de ces référentiels ;
- apporter un appui-conseil aux services publics, aux collectivités locales et aux entreprises dans le domaine de l'ingénierie de la formation professionnelle ;
- promouvoir la recherche appliquée à l'ingénierie et à l'innovation pédagogique dans le domaine de la formation professionnelle ;
- faire le diagnostic des problèmes des entreprises, évaluer leurs besoins de formation et procéder à l'évaluation des formations effectuées par les structures de formation.

2.2.4. Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE)

Le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE) est la traduction opérationnelle en plan d'actions de la Politique Nationale de Formation Professionnelle. Le PRODEFPE traduit la priorité que le pays attache à la qualification des ressources humaines comme élément constitutif d'une croissance durable et créatrice de richesse, de valeur ajoutée et d'emplois.

C'est un programme fondé sur l'atteinte d'objectifs d'avenir que le Mali s'est fixés en vue de réduire la pauvreté et de transformer les fruits de la croissance en développement durable tant au plan économique que social. Le PRODEFPE a pour objet le développement des compétences en vue de l'exercice d'un métier ou d'un emploi dans les secteurs productifs, quel que soit le mode d'acquisition (entreprises, ateliers, milieu rural, apprentissages traditionnels et restructurés).

Le PRODEFPE fédère quatorze Ministères appelés Départements opérateurs. Chaque Ministère opérateur est autonome dans sa gestion des données techniques et budgétaires fondées sur des objectifs citoyens définis.

L'objectif global est de contribuer à la réalisation des objectifs de croissance à travers la qualification et le développement des compétences des ressources humaines.

Les objectifs spécifiques sont au nombre de cinq (5) :

- développer les compétences professionnelles de base ;
- renforcer les compétences des actifs des secteurs productifs ;
- assurer l'insertion socio-professionnelle des femmes et des hommes, personnes cibles du programme ;
- améliorer l'image de la formation professionnelle ;
- améliorer la communication

2.2.5. Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation Professionnelle (ACEFOR)

Le Projet est financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et mis en œuvre par le Consortium GRET-FORANIM Consult. Le coût total du projet est de 5,9 milliards de francs CFA. Les activités du projet portent principalement sur :

- l'amélioration de la qualité du dispositif de formation professionnelle dans le domaine para-agricole dans les régions de Sikasso et de Ségou en formant des formateurs (formateurs permanents et potentiels formateurs au sein des entreprises), en améliorant l'organisation et la gestion des centres de formation professionnelle tout en favorisant leur mise en réseau ;
- la création d'une nouvelle offre de formation : formation initiale qualifiante et formation continue visant les métiers et emplois porteurs dans les domaines de la transformation de produits agricoles, la maintenance des équipements agricoles, la gestion de l'eau et l'irrigation, la gestion des intrants agricoles, l'entrepreneuriat agricole ;
- l'implication des professionnels (entreprises) des secteurs concernés dans mise en œuvre des activités d'insertion et de formation professionnelle ;
- le renforcement institutionnel et le développement des partenariats (Conseils Régionaux, Directions Régionales de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Institut National d'Ingénierie de Formation Professionnelle, Organisations Professionnelles, etc.).

2.2.6. Projet Formation et insertion professionnelle MLI/022

La Coopération Luxembourgeoise a convenu avec le Gouvernement du Mali d'un programme indicatif de coopération (PIC III). Ce programme a pour objectif d'appuyer le gouvernement malien dans ses efforts visant à réduire la pauvreté, à travers un appui à la croissance inclusive et durable et à la réduction de l'insécurité alimentaire. Il est composé de trois programmes sectoriels :

MLI/021 : Développement rural et Sécurité alimentaire

MLI/022 : Formation et Insertion professionnelle

MLI/023 : Décentralisation et bonne Gouvernance

Le programme MLI/022 concerne la formation et l'insertion professionnelle au Mali, dans la région de concentration Sud du PIC III.

Sa stratégie d'intervention vise à élargir l'offre initiale et continue d'une Formation Professionnelle de qualité, basée sur les compétences et favorisant l'insertion professionnelle.

Cette stratégie s'articule autour de l'objectif principal du PIC III, à savoir le développement des compétences du monde rural (plus particulièrement liée aux filières riz, sésame et fonio) de cinq cercles de la région de Ségou (Ségou, Barouéli, Bla, San et Tominian) et du cercle de Yorosso dans la région de Sikasso.

L'objectif global du programme vise à soutenir la création d'emplois en priorité pour les femmes et les jeunes et les activités génératrices de revenus. L'objectif spécifique à l'intervention concerne l'accroissement des compétences professionnelles des femmes et des hommes du monde rural, adaptées au marché de l'emploi.

Le coût du Projet est de 10,527 milliards de francs CFA pour une durée de trois ans (de quand à quand ?).

2.2.7. Projet « Contribution à l'insertion professionnelle et au renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural dans le centre sud au Mali

Le projet est mis en œuvre conjointement par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Ministère de l'Agriculture, Collectivités territoriales locales, LuxDev, BIT, Organisations Paysannes (OP), SOS faim pour un coût global de 817,5 millions de francs CFA et une durée de 2 ans. (de quand à quand ?)

Le Projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté des jeunes ruraux des régions de Ségou et Sikasso à travers leur insertion professionnelle dans les chaînes de valeur des filières agroalimentaires porteuses (riz, fonio, sésame)

Les zones d'intervention du projet sont les suivantes :

- le cercle de Ségou : Dioro, Katiéna, N'Koumandougou et Sakoïba,
- le cercle Bla : Koulandougou, Fani, Touna, Falo
- le cercle de San : Sy, Tene, Kimparana et San ;
- le cercle de Tominian : Tominian, Fangasso, Timissa et Mandiakuy.
- le cercle de Yorosso : (Boura, Mahou, Koumbia et Yorosso).

2.3. Les Directions transversales

2.3.1. Direction des Finances et du Matériel (DFM)

La Direction des Finances et du Matériel a été créée suivant l'Ordonnance n°09-010/P-RM du 4 mars 2009 portant création des Directions des Finances et du Matériel (DFM), ratifiée par la Loi N° 09/010/ANRM du 9 juin 2009.

Elle a pour mission d'élaborer, au niveau du département ou du groupe de départements ministériels les éléments de la politique nationale dans les domaines de la gestion des ressources financières et matérielles et l'approvisionnement des services publics.

A cet effet, elle est chargée :

- d'élaborer le budget du département ou du groupe de départements ministériels et en assurer l'exécution ;
- d'assurer l'exécution des fonds publics mis à la disposition du département ou d'un groupe de départements ministériels
- de procéder à l'établissement des différents comptes administratifs y relatifs ;
- d'assurer l'approvisionnement du département ou du groupe de départements ministériels ;
- d'assurer la tenue de la comptabilité matière.

2.3.2. Direction des Ressources Humaines (DRH)

La Direction des Ressources Humaines est créée par l'ordonnance N° 09-009/P-RM du 4 mars 2009, ratifiée par la Loi N°09-011 du 9 juin 2009. Elle s'occupe à la fois des secteurs de la jeunesse, de l'emploi, des sports et de la culture. Elle a pour mission d'élaborer, au niveau des départements ministériels du secteur, les éléments de la politique nationale dans le domaine de la gestion et du développement des ressources humaines.

A cet effet, elle est chargée de :

- concevoir et mettre en œuvre les plans et programmes de développement des ressources humaines ;
- appliquer la législation régissant les ressources humaines ;
- assurer la gestion des cadres organiques des services du département ou du groupe de départements ministériels ;
- assurer le suivi du système d'information et de communication sur les ressources humaines ;
- apporter un appui-conseil aux chefs de service du département ou du groupe de départements ministériels dans le domaine de la gestion des ressources humaines ;
- assurer le suivi et le développement du dialogue social.

2.3.3. Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF)

L'Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF) est un Etablissement Public à caractère Scientifique et Technologique (EPST), créé par ordonnance N° 2013-024/P-RM du 30 décembre 2013, ratifiée par la Loi N°2014-012 du 26 Mai 2014. Sa mission principale est de faire des études et de la recherche afin de fournir aux décideurs et aux usagers des informations fiables et régulièrement actualisées sur le marché du travail, au niveau national et régional, pour une meilleure régulation du marché. Il contribue également à instaurer une meilleure adéquation entre les besoins et les potentialités de l'économie, d'une part, et le système de formation, d'autre part.

A ce titre, il est chargé de :

- mener toute recherche ou étude dans le domaine de l'emploi et de la formation ;
- collecter, centraliser, traiter, analyser et diffuser les informations sur le marché du travail ;
- mettre à la disposition du public et des décideurs publics et privés les éléments de compréhension et d'orientation en matière de création d'emploi et d'amélioration de l'adéquation de la formation aux possibilités présentes et futures du marché du travail ;
- déterminer régulièrement les filières porteuses en potentiel de création d'emploi ;
- analyser l'incidence des décisions et mesures législatives et réglementaires sur l'emploi et la formation ;
- analyser l'incidence des investissements sur l'emploi et la formation ;
- créer une base de données sur l'emploi et la formation.

2.3.4. Cellule d'appui à la décentralisation déconcentration (CADD)

La création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation Déconcentration de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (CADD/MEFP) participe de la mise en œuvre des mesures juridiques et institutionnelles édictées par l'Instruction N° 08-0003/PM-RM du 21 Novembre 2008 qui vise de façon progressive et concertée une plus grande effectivité du transfert de compétences et des ressources de l'État aux Collectivités Territoriales.

Elle est chargée :

- d'impulser et de suivre le processus de la mise en œuvre des transferts de compétences et de ressources de l'État aux collectivités territoriales dans le domaine de l'emploi et de la formation professionnelle ;
- élaborer et actualiser le plan triennal de transfert de compétences et de ressources du Ministère aux collectivités territoriales ;
- de concevoir et de diffuser les outils d'accompagnement des collectivités dans l'exercice de leurs compétences en matière d'emploi et de formation professionnelle ;
- de participer à la préparation et au suivi des accords de coopération avec les partenaires techniques et financiers dans l'accompagnement de la politique de mise en œuvre de la décentralisation ;

- d'appuyer les services du Ministère dans la planification de leurs activités liées à la décentralisation.

3. Statistiques de l'emploi

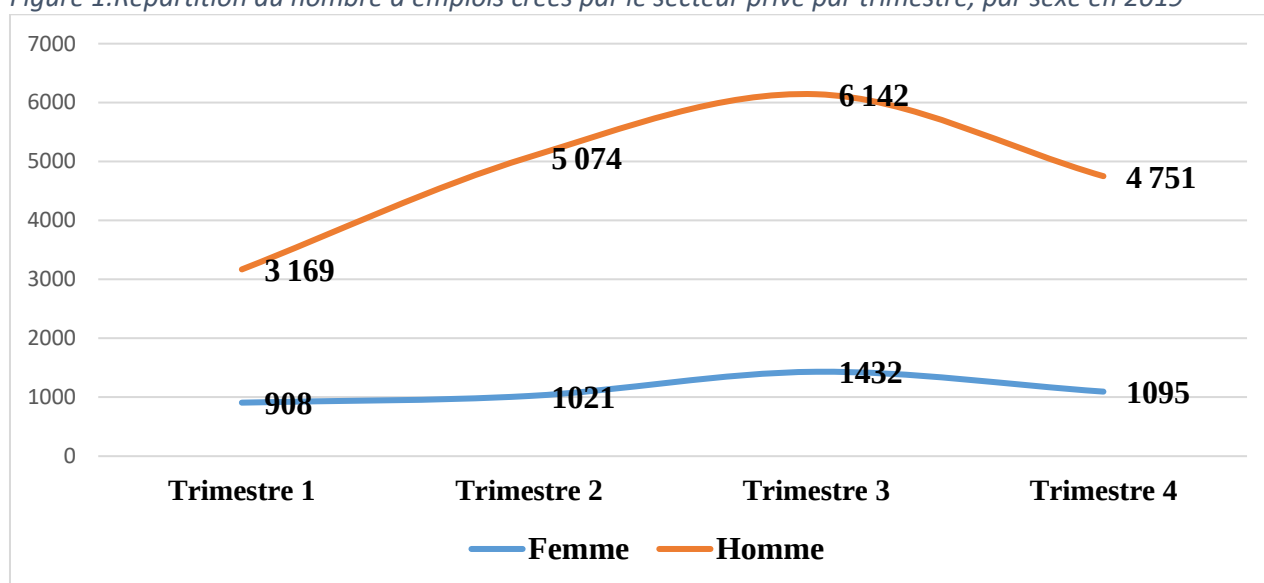
A ce niveau, nous présentons, d'une part, les statistiques sur les nouvelles créations d'emplois, enregistrées en 2019 à partir des sources administratives et, d'autre part, les statistiques sur la situation globale de l'emploi au Mali en 2019. Ces dernières statistiques proviennent de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages, réalisée par l'Institut National de la Statistique (INSTAT).

3.1. Statistiques sur les nouvelles créations d'emplois

Ces statistiques proviennent des sources administratives. Elles permettent de produire des indicateurs sur les emplois créés par le secteur privé et le secteur public.

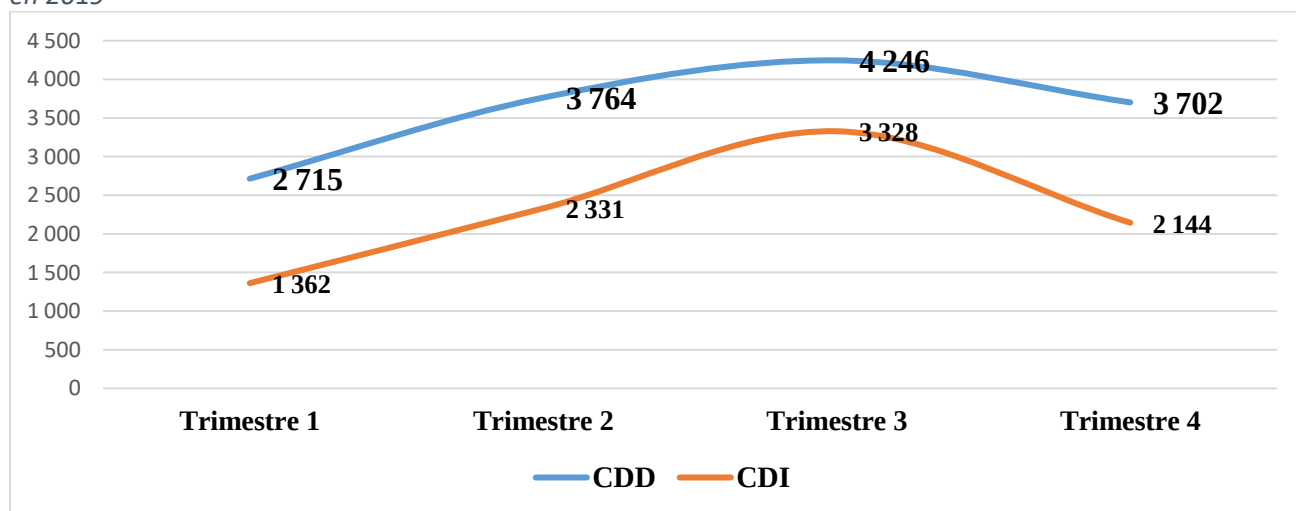
3.1.1. Emplois créés par le secteur privé en 2019

Figure 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, par sexe en 2019



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Figure 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, par type de contrat en 2019



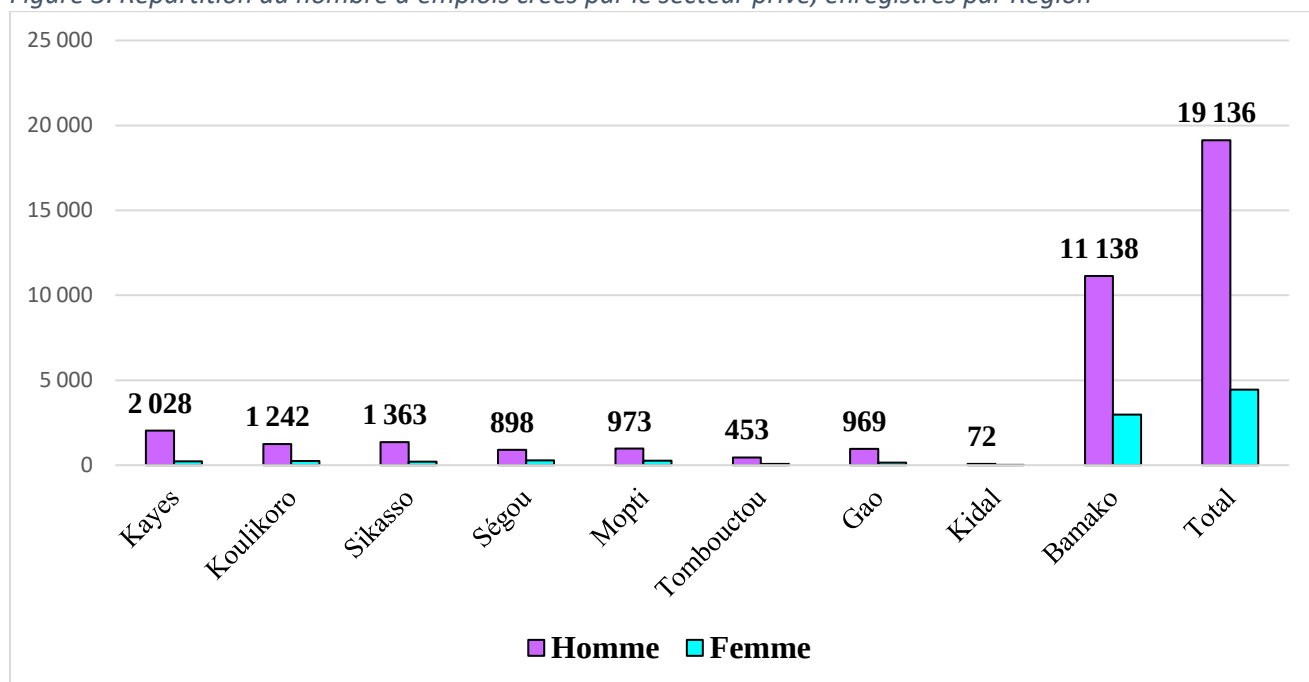
Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau 1: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe en 2019

Trimestre	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Trimestre 1	2 143	572	2 715	1 026	336	1 362	4 077
Trimestre 2	3 084	680	3 764	1 990	341	2 331	6 095
Trimestre 3	3 385	861	4 246	2 757	571	3 328	7 574
Trimestre 4	2 989	713	3 702	1 762	382	2 144	5 846
Total	11 601	2 826	14 427	7 535	1 630	9 165	23 592

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Figure 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau 2: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe en 2019

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	1 185	133	1 318	843	98	941	2 259
Koulikoro	495	134	629	747	109	856	1 485
Sikasso	703	80	783	660	132	792	1 575
Ségou	533	154	687	365	134	499	1 186
Mopti	771	230	1 001	202	34	236	1 237
Tombouctou	375	73	448	78	11	89	537
Gao	679	111	790	290	37	327	1 117
Kidal	53	6	59	19	2	21	80
Bamako	6 807	1 905	8 712	4 331	1 073	5 404	14 116
Total	11 601	2 826	14 427	7 535	1 630	9 165	23 592

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Tableau 3: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités, type de contrat et par sexe en 2019

Branches d'activités	Type de Contrat						Total
	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	151	13	164	130	19	149	313
Activités Extractives	1 503	108	1 611	837	26	863	2 474
Activités de Fabrication	324	28	352	490	35	525	877
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	30	9	39	114	12	126	165
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	257	48	305	216	19	235	540
Construction	577	37	614	244	24	268	882
Commerce	692	198	890	609	168	777	1 667
Transports et Entreposage	194	16	210	78	8	86	296
Hébergement et Restauration	203	50	253	110	25	135	388
Information et Communication	124	40	164	169	48	217	381
Activités Financières et d'Assurance	290	87	377	276	96	372	749
Activités Immobilières	5	3	8	14	2	16	24
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	291	95	386	206	58	264	650
Activités de Services de Soutien et de Bureau	2 676	716	3 392	1 962	283	2 245	5 637
Activités d'Administration Publique	270	86	356	225	85	310	666
Enseignement	550	239	789	889	238	1 127	1 916
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 161	445	1 606	652	385	1 037	2 643
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	12	7	19	8	1	9	28
Autres Activités de Services N.C.A.	1 314	355	1 669	189	54	243	1 912
Activités Spéciales des Ménages	24	6	30	3	6	9	39
Activités des Organisations Extraterritoriales	953	240	1 193	114	38	152	1 345
Total	11 601	2 826	14 427	7 535	1 630	9 165	23 592

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

3.1.2. Emplois créés par le secteur public en 2019

Tableau 4: Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur public en 2019, selon le sexe et Département Ministériel

Ministres/Projet, Programmes, Agences	Homme	Femme	Total
Ministère des Infrastructures et de l'Équipement	6 974	305	7 279
Agence d'exécution des travaux d'entretien public routier (AGEROUTE)	2 732	95	2 827
Agence d'exécution des travaux d'intérêt public pour l'emploi (AGETIPE)	4 242	210	4 452
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	815	459	1 274
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	78	25	103
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	346	249	595
Programme Formation Insertion-Professionnelle (MLI022)	186	1	187
Projet Développement des Compétences et Emploi Jeunes (PROCEJ)	136	42	178
Projet d'Employabilité des Jeunes Maliens (PEJM)	69	142	211
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	2 446	769	3 215
DRH MSPC	357	143	500
Concours de recrutement direct des élèves policiers	1 678	487	2 165
Concours de recrutement direct des élèves sapeurs	411	139	550
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	552	314	866
Concours de recrutement direct de la fonction publique	552	314	866
Ministère des collectivités territoriales	1 797	436	2 233
Concours d'entrée des Enseignants à la fonction publique des Collectivités Territoriales	1 797	436	2 233
Total	12 584	2 283	14 867

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2019

3.2. Statistiques sur la situation globale de l'emploi au Mali, produites à partir de l'EMOP

Les indicateurs de l'emploi, du chômage, du sous-emploi et de la migration professionnelle sont présentés dans cette section.

3.2.1. Emploi

Tableau 5: Population en âge de travailler en 2019, calcul effectué selon la nouvelle norme

Statut	Masculin		Féminin		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
En emploi	3 671 059	77,0	2 662 492	49,9	6 333 551	62,7
Chômeur	155 447	3,3	125 634	2,4	281 081	2,8
Main d'œuvre potentielle	37 158	0,8	62 729	1,2	99 887	1,0
Autre Hors main d'œuvre	906 034	19,0	2 482 779	46,5	3 388 813	33,5
Total	4 769 698	100	5 333 634	100	10 103 331	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 6: Ratio Emploi/Population des 15 ans ou plus

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	70,1	36,8	52,6
	Bamako	68,6	37,8	52,6
	Autre urbain	71,9	35,8	52,6
	Rural	79,5	54,7	66,4
Classe d'âge	15 - 24 ans	53,4	40,6	46,3
	25 - 35 ans	89,9	55,3	69,8
	36 - 40 ans	95,6	59,8	75,9
	41 - 64 ans	93,3	56,6	75,7
	Plus de 64 ans	45,7	21,4	37
Niveau d'éducation	Aucun niveau	82,6	52,6	65,4
	Primaire	67,2	42	55,9
	Secondaire	66,7	42,6	57,3
	Supérieur	80,8	53,6	74,5
	Total	77	49,9	62,7

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 7: Taux de croissance de l'emploi

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	2,1	-8,4	-2
	Bamako	5,6	-1,2	3
	Autre urbain	-1,5	-15,7	-7,2
	Rural	10,1	8,2	9,2
Classe d'âge	15 - 24 ans	-6,7	7,5	-0,3
	25 - 35 ans	12,8	4,1	8,6
	36 - 40 ans	13,4	9	11,4
	41 - 64 ans	8,8	0	5,5
	Plus de 64 ans	31	4,9	24,6
Niveau d'éducation	Aucun niveau	9,2	4,2	6,9
	Primaire	10,2	7,1	9,1
	Secondaire	1,9	4,6	2,7
	Supérieur	-27,4	-33,5	-28,5
	Total	8	4,4	6,5

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 8: Population en emploi en 2019, calcul effectué selon la nouvelle norme

		Masculin		Féminin		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Zone de résidence	Urbain	905 571	24,7	527 790	19,8	1 433 361	22,6
	Bamako	478 220	13	285 481	10,7	763 701	12,1
	Autre urbain	427 352	11,6	242 309	9,1	669 660	10,6
	Rural	2 765 487	75,3	2 134 702	80,2	4 900 189	77,4
Classe d'âge	15 - 24 ans	708 567	19,3	671 725	25,2	1 380 292	21,8
	25 - 35 ans	1 023 819	27,9	875 563	32,9	1 899 381	30
	36 - 40 ans	460 103	12,5	351 194	13,2	811 296	12,8
	41 - 64 ans	1 266 058	34,5	708 428	26,6	1 974 486	31,2
	Plus de 64 ans	212 512	5,8	55 583	2,1	268 095	4,2
Niveau d'éducation	Aucun niveau	2 436 715	66,4	2 076 872	78	4 513 587	71,3
	Primaire	1 001 093	27,3	505 999	19	1 507 092	23,8
	Secondaire	156 635	4,3	64 246	2,4	220 881	3,5
	Supérieur	76 615	2,1	15 375	0,6	91 990	1,5
	Total	3 671 059	100	2 662 492	100	6 333 551	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 9: Taux d'emploi vulnérable

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	45,5	60,9	51,2
	Bamako	38,3	60,3	46,5
	Autre urbain	53,6	61,7	56,5
	Rural	55,8	53,3	54,7
Classe d'âge	15 - 24 ans	11,5	38	24,4
	25 - 35 ans	43,9	53,6	48,4
	36 - 40 ans	61,1	65,8	63,1
	41 - 64 ans	76,7	64,9	72,5
	Plus de 64 ans	80,4	78,1	79,9
Niveau d'éducation	Aucun niveau	61,5	56,3	59,1
	Primaire	41,1	55	45,8
	Secondaire	21,4	12,9	18,9
	Supérieur	14	13,3	13,9
	Total	53,3	54,8	53,9

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 10: Taux de sous-emploi

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	6,8	20,3	11,8
	Bamako	6,8	23,3	13
	Autre urbain	6,9	16,7	10,4
	Rural	5,6	15,7	10
Classe d'âge	15 - 24 ans	5,3	14,5	9,8
	25 - 35 ans	5,6	18,5	11,5
	36 - 40 ans	6,8	16,5	11
	41 - 64 ans	5,6	15,6	9,2
	Plus de 64 ans	9	27,1	12,8
Niveau d'éducation	Aucun niveau	5,5	15,2	10
	Primaire	4,9	22,2	10,7
	Secondaire	16,2	20,1	17,3
	Supérieur	9,8	8,4	9,6
	Total	5,9	16,6	10,4

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 11: Taux d'emplois informels

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	88,2	91,4	89,4
	Bamako	85,4	89,2	86,8
	Autre urbain	91,3	94,1	92,3
	Rural	97	96,9	97
Classe d'âge	15 - 24 ans	97,5	96,2	96,9
	25 - 35 ans	94,2	95,4	94,7
	36 - 40 ans	93,9	94,6	94,2
	41 - 64 ans	93,7	96,4	94,7
	Plus de 64 ans	98	97,3	97,8
Niveau d'éducation	Aucun niveau	98	97,7	97,9
	Primaire	95,7	95,8	95,8
	Secondaire	63,4	44,4	57,9
	Supérieur	48,8	49	48,8
	Total	94,9	95,8	95,3

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

3.2.2. Chômage

Tableau 12: Population au chômage

		Nouvelle norme					
		Masculin		Féminin		Total	
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Zone de résidence	Urbain	49 686	32	65 715	52,3	115 401	41,1
	Bamako	29 698	19,1	37 542	29,9	67 240	23,9
	Autre urbain	19 987	12,9	28 174	22,4	48 161	17,1
	Rural	105 761	68	59 919	47,7	165 679	58,9
Classe d'âge	15 - 24 ans	77 714	50	79 961	63,6	157 675	56,1
	25 - 35 ans	62 963	40,5	34 490	27,5	97 453	34,7
	36 - 40 ans	12 525	8,1	9 627	7,7	22 152	7,9
	41 - 64 ans	2 059	1,3	1 556	1,2	3 615	1,3
	Plus de 64 ans	186	0,1	0	0	186	0,1
Niveau d'éducation	Aucun niveau	52 205	33,6	26 200	20,9	78 405	27,9
	Primaire	79 153	50,9	75 587	60,2	154 741	55,1
	Secondaire	18 627	12	17 583	14	36 210	12,9
	Supérieur	5 461	3,5	6 264	5	11 725	4,2
	Total	155 447	100	125 634	100	281 081	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 13: Population au chômage

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	5,2	11,1	7,5
	Bamako	5,8	11,6	8,1
	Autre urbain	4,5	10,4	6,7
	Rural	3,7	2,7	3,3
Classe d'âge	15 - 24 ans	9,9	10,6	10,3
	25 - 35 ans	5,8	3,8	4,9
	36 - 40 ans	2,7	2,7	2,7
	41 - 64 ans	0,2	0,2	0,2
	Plus de 64 ans	0,1	0	0,1
Niveau d'éducation	Aucun niveau	2,1	1,2	1,7
	Primaire	7,3	13	9,3
	Secondaire	10,6	21,5	14,1
	Supérieur	6,7	28,9	11,3
	Total	4,1	4,5	4,2

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 14: Proportion de chômeurs découragés

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	1,1	6,3	3,1
	Bamako	0,9	5,6	2,7
	Autre urbain	1,3	7,3	3,5
	Rural	0,9	1,1	1
Classe d'âge	15 - 24 ans	0,8	1,7	1,3
	25 - 35 ans	0,4	1,7	1
	36 - 40 ans	0	1,4	0,6
	41 - 64 ans	2,1	4,2	2,8
	Plus de 64 ans	0	0	0
Niveau d'éducation	Aucun niveau	0,9	1,8	1,3
	Primaire	1	3,2	1,8
	Secondaire	1,5	6,4	3,1
	Supérieur	0,9	5	1,8
	Total	1	2,2	1,5

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

Tableau 15: Proportion des Jeunes de (15-24 ans) « ni en emploi, ni en éducation, ni en formation »

		Nouvelle norme		
		Masculin	Féminin	Total
Zone de résidence	Urbain	12,4	36,4	26,2
	Bamako	8,6	32,4	22,4
	Autre urbain	17	41,5	31,1
	Rural	20,3	40,1	31,1
Niveau d'éducation	Aucun niveau	29,4	50,2	42,3
	Primaire	9,7	25,9	17,7
	Secondaire	12,5	24	18,1
	Supérieur	22,6	32,8	29,2
	Total	17,9	38,9	29,6

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'EMOP (2019)

4. Les statistiques de la formation professionnelle

4.1. Information sur les Centres

4.1.1. Situation des Centres au moment de l'enquête

Tableau 16: Répartition des Centres par région et suivant leur état (fonctionnel, non fonctionnel, non localisé) au moment de l'enquête

Région	Centre agréé	Fonctionnel	Non Fonctionnel	Total
Kayes	25	16	9	16
Koulikoro	42	23	19	23
Sikasso	46	20	26	20
Ségou	40	38	2	38
Mopti	49	35	14	35
Tombouctou	30	7	23	19
Gao	23	19	4	19
Kidal	1	0	1	0
District de Bamako	195	70	125	74
Total	451	228	223	244

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 17: évolution du nombre de Centre de formation professionnelle de 2017 à 2019

Région	Nombre de Centres fonctionnel en 2017	Nombre de Centres fonctionnel en 2019	Taux de variation (%)
Kayes	16	16	0,0
Koulikoro	39	23	-41,0
Sikasso	30	20	-33,3
Ségou	26	38	46,2
Mopti	43	35	-18,6
Tombouctou	19	7	-63,2
Gao	20	19	-5,0
District de Bamako	112	70	-37,5
Total	305	228	-25,2

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 18: Répartition des Centres fonctionnels selon la région et le statut

Région	Formation initiale	Formation qualifiante	Formation continue
Kayes	14	13	6
Koulikoro	22	23	22
Sikasso	13	17	18
Ségou	36	38	31
Mopti	27	35	26
Tombouctou	7	7	7
Gao	18	19	17
Kidal	0	0	0
District de Bamako	56	66	42
Total	193	218	169

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 19: Répartition des Centres fonctionnels selon la région et le type de centre

Région	Public	Privé	Total
Kayes	1	15	16
Koulikoro	3	20	23
Sikasso	4	16	20
Ségou	6	32	38
Mopti	3	32	35
Tombouctou	0	7	7
Gao	0	19	19
Kidal	0	0	0
District de Bamako	1	69	70
Total	18	210	228

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 20: Répartition par région des Centres dotés d'infrastructures sociales de base (en %)

Région	Électricité	Eau potable	Cantine fonctionnelle	Clôture	Infirmierie fonctionnelle	Salle de professeurs
Kayes	87,5	87,5	0,0	81,3	6,3	31,3
Koulikoro	95,7	87,0	13,0	91,3	26,1	52,2
Sikasso	95,0	100,0	5,0	95,0	40,0	70,0
Ségou	97,4	94,7	26,3	92,1	21,1	71,1
Mopti	100,0	100,0	20,0	91,4	5,7	45,7
Tombouctou	100,0	100,0	0,0	85,7	14,3	85,7
Gao	94,7	94,7	21,1	84,2	15,8	89,5
Kidal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
District de Bamako	98,6	97,1	28,6	91,4	32,9	71,4
Total	96,9	95,6	19,7	90,4	22,8	64,5

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 21: Répartition par région des Centres dotés d'infrastructures sociales complémentaires favorisant l'apprentissage (en %)

Région	Bibliothèque	Connexion internet	Laboratoire fonctionnel	Ateliers fonctionnel(s)	Salle informatique
Kayes	12,5	25,0	6,3	87,5	18,8
Koulikoro	17,4	26,1	26,1	87,0	21,7
Sikasso	5,0	60,0	10,0	80,0	15,0
Ségou	21,1	57,9	13,2	94,7	39,5
Mopti	14,3	28,6	8,6	100,0	25,7
Tombouctou	14,3	28,6	14,3	100,0	14,3
Gao	42,1	21,1	15,8	94,7	31,6
Kidal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
District de Bamako	50,0	51,4	18,6	90,0	42,9
Total	28,1	42,1	14,9	91,7	31,6

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 22: Répartition des Centres selon la région et type de partenaire

Région	La nature de la relation avec le milieu professionnel					
	Pas de relation		Relation Formelle		Relation Non-formelle	
	Effectif		Effectif		Effectif	
Kayes	6	37,5	2	12,5	8	50,0
Koulikoro	6	26,1	14	60,9	3	13,0
Sikasso	0	0,0	18	90,0	2	10,0
Ségou	7	18,4	21	55,3	10	26,3
Mopti	3	8,6	31	88,6	1	2,9
Tombouctou	0	0,0	5	71,4	2	28,6
Gao	0	0,0	19	100,0	0	0,0
Kidal	0	0,0	0	0,0	0	0,0
District de Bamako	8	11,4	56	80,0	6	8,6
Total	30	13,2	166	72,8	32	14,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

4.1.2. Caractéristiques de l'état des locaux

Tableau 23: Répartition des principaux ateliers

Nom de l'atelier	Effectif	Pourcentage
Agro pastorale	2	0,7
Apiculture	2	0,7
Aquaculture	1	0,4
Arboriculture	2	0,7
Aviculture	5	1,8
Boulangerie	4	1,4
Carrelage	2	0,7
Coiffure	9	3,2
Construction métallique	23	8,2
Coupe couture	72	25,7
Electricité	17	6,1
Electromécanique	1	0,4
Embouche	13	4,6
Fabrication de matériels agricoles	2	0,7
Froid climatisation	1	0,4
Machinisme agricole	2	0,7
Maçonnerie	3	1,1
Maintenance groupe électrogène	2	0,7
Maintenance informatique	3	1,1
Maraichage	5	1,8
Mécanique	16	5,7
Mécanique engin à deux roues	4	1,4
Mécatronique	3	1,1
Menuiserie bois	15	5,4
Photographie	2	0,7
Photovoltaïque	7	2,5
Pisciculture	3	1,1
Plomberie sanitaire	2	0,7
Restauration	10	3,6
Savonnerie	3	1,1
Teinture	7	2,5
Transformation agroalimentaire	23	8,2
Autres	14	5,0
Total	280	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 24: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (1/4)

Nom de l'atelier	Installation (%)						Postes de travail	
	Eau	Électricité	Circuit de gaz	Air comprimé	Arrêt d'urgence	Sécurité incendie	Nombre total	Fonctionnel
Agro pastorale	50	50	0	0	0	0	35	35
Apiculture	0	0	0	0	0	0	2	2
Aquaculture	0	0	0	0	0	0	2	1
Arboriculture	0	0	0	0	0	0	2	2
Aviculture	20	60	20	40	20	40	54	49
Boulangerie	100	100	25	25	0	50	135	135
Carrelage	100	100	0	0	0	50	12	3
Coiffure	100	77,8	0	44,4	33,3	44,4	133	133
Construction métallique	90,9	86,4	22,7	27,3	22,7	54,5	346	221
Coupe couture	90,3	90,3	2,8	6,9	8,3	34,7	1200	1043
Electricité	88,2	94,1	5,9	23,5	11,8	58,8	231	227
Electromécanique	100	100	0	0	0	100	5	6
Embouche	83,3	75	8,3	8,3	0	41,7	72	56
Fabrication de matériels agricoles	100	50	50	0	50	50	15	15
Froid climatisation	100	100	0	0	0	100	0	0
Machinisme agricole	100	100	0	0	50	50	26	26

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 25: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (2/4)

Nom de l'atelier	Installation (%)						Postes de travail	
	Eau	Électricité	Circuit de gaz	Air comprimé	Arrêt d'urgence	Sécurité incendie	Nombre total	Fonctionnel
Maçonnerie	100	100	0	0	0	66,7	25	11
Maintenance groupe électrogène	100	100	0	0	50	100	19	18
Maintenance informatique	100	100	0	33,3	0	66,7	8	6
Maraichage	80	80	0	20	0	40	19	19
Mécanique	81,3	81,3	12,5	25	12,5	62,5	140	138
Mécanique engin à deux roues	100	100	0	0	50	75	6	6
Mécatronique	100	100	66,7	66,7	66,7	100	16	16
Menuiserie bois	93,3	100	13,3	26,7	13,3	66,7	178	151
Photographie	100	100	0	0	0	0	0	0
Photovoltaïque	85,7	85,7	14,3	28,6	14,3	57,1	34	31
Pisciculture	33,3	33,3	0	33,3	33,3	33,3	33	33
Plomberie sanitaire	100	100	50	0	50	50	32	29
Restauration	100	90	30	40	40	70	135	135
Savonnerie	100	100	0	66,7	33,3	66,7	27	17
Teinture	85,7	71,4	14,3	0	14,3	57,1	30	31
Autres	100	100	14,3	21,4	28,6	57,1	553	563
Transformation agroalimentaire	95,7	95,7	13	17,4	13	56,5	169	146

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 26: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (3/4)

Nom de l'atelier	Eclairage		Aération		Sécurité		Nature des murs				Etat des murs		Revêtement du sol				Etat du sol	
	Bon	Mauvais	Naturelle	Conditionnée	Bon	Mauvais	En dur	Semi-dur	Banco	Tôle	Bon	Mauvais	Béton	Terre battue	Carrelage	Autres	Bon	Mauvais
Agro pastorale	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Apiculture	50	50	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Aquaculture	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Arboriculture	50	50	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Machinisme agricole	100	0	50	50	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Aviculture	100	0	80	20	80	20	60	40	0	0	80	20	80	0	20	0	80	20
Boulangerie	100	0	50	50	100	0	100	0	0	0	100	0	25	0	75	0	100	0
Carrelage	50	50	100	0	100	0	100	0	0	0	50	50	100	0	0	0	100	0
Coiffure	100	0	77,8	22,2	100	0	88,9	11,1	0	0	88,9	11,1	66,7	0	33,3	0	100	0
Construction métallique	100	0	86,4	13,6	95,5	4,5	77,3	13,6	4,5	4,5	90,9	9,1	86,4	4,5	9,1	0	90,9	9,1
Coupe couture	94,4	5,6	76,4	23,6	94,4	5,6	83,3	12,5	4,2	0	91,7	8,3	73,6	11,1	15,3	0	93,1	6,9
Electricité	100	0	88,2	11,8	100	0	100	0	0	0	100	0	88,2	0	11,8	0	100	0
Electro mécanique	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Embouche	92,3	7,7	84,6	15,4	100	0	92,3	7,7	0	0	100	0	76,9	15,4	7,7	0	100	0
Fabrication de matériels agricoles	100	0	50	50	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Froid climatisation	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 27: caractéristiques de l'état des principaux ateliers (4/4)

Nom de l'atelier	Eclairage		Aération		Sécurité		Nature des murs				Etat des murs		Revêtement du sol				Etat du sol	
	Bon	Mauvais	Naturelle	Conditionnée	Bon	Mauvais	en dur	Semi-dur	Banco	Tôle	Bon	Mauvais	Béton	Terre battue	Carrelage	Autres	Bon	Mauvais
Maçonnerie	67	33	100	0	100	0	66,7	33,3	0	0	66,7	33,3	100	0	0	0	100	0
Maintenance groupe électrogène	100	0	50	50	100	0	50	0	50	0	100	0	50	50	0	0	100	0
Maintenance informatique	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	33	0	66,7	0	100	0
Maraichage	100	0	80	20	100	0	100	0	0	0	100	0	80	20	0	0	100	0
Mécanique	100	0	81,3	18,8	100	0	81,3	18,8	0	0	100	0	88	0	6,3	6,3	100	0
Mécanique engin à deux roues	100	0	100	0	100	0	50	25	0	25	100	0	75	25	0	0	100	0
Mécatronique	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Menuiserie bois	93	6,7	93,3	6,7	93	6,7	80	13,3	0	7	80	20	100	0	0	0	100	0
Photographie	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Photovoltaïque	86	14	71,4	28,6	86	14,3	71,4	28,6	0	0	85,7	14,3	86	0	14,3	0	86	14,3
Pisciculture	33	67	100	0	67	33,3	66,7	33,3	0	0	66,7	33,3	100	0	0	0	67	33,3
Plomberie sanitaire	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	100	0	0	0	100	0
Restauration	100	0	100	0	100	0	90	10	0	0	100	0	70	10	20	0	100	0
Savonnerie	100	0	100	0	100	0	100	0	0	0	100	0	67	0	33,3	0	100	0
Teinture	86	14	100	0	86	14,3	71,4	0	29	0	85,7	14,3	71	14,3	14,3	0	86	14,3
Transformation agroalimentaire	96	4,3	91,3	8,7	91	8,7	73,9	17,4	4,3	4	87	13	61	13	26,1	0	91	8,7
Autres	100	0	85,7	14,3	86	14,3	78,6	0	21	0	100	0	86	14,3	0	0	93	7,1

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 28: caractéristiques des salles de cours et les locaux spécialisés

Nature	Total existant	Insatisfait	Satisfait
Salles de classes	871	6,1	93,9
Salles de formateur	203	6,6	93,4
Salles informatiques	83	11,0	89,0
Ateliers	465	11,4	88,6
Bureaux (local)	374	8,1	91,9
Laboratoire	43	4,0	96,0
Dortoir	113	0,0	100,0
Réfectoire	39	12,5	87,5
Bibliothèque	49	22,4	77,6
Infirmierie	45	20,0	80,0
Autres	10	28,6	71,4

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

4.1.3. Mobiliers et équipement

Tableau 29: caractéristiques de l'état des mobiliers collectifs

Région	Autres	Tables des apprenants	Chaises des apprenants	Bancs	Tables bancs	Bureaux des salles de cours	Bureaux administratifs							
	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon
Kayes	0	20	4	343	5	414	2	1449	23	1671	2	67	2	25
Koulikoro	0	0	0	601	5	937	15	1166	26	835	0	106	0	56
Sikasso	0	0	20	255	23	545	42	192	49	1706	5	85	5	25
Ségou	0	0	11	1707	11	1495	3	1645	50	1939	0	190	0	190
Mopti	0	0	27	610	47	1136	49	730	46	749	11	77	11	50
Tombouctou	0	0	2	43	10	114	22	114	47	148	0	13	0	11
Gao	0	5	0	161	0	476	0	304	0	1159	0	87	0	48
Kidal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bamako	0	0	54	2015	39	2823	23	2089	75	2788	1	329	1	191
Total	0	25	118	5735	140	7940	156	7689	316	10995	19	954	19	596

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 30: caractéristiques de l'état des mobiliers de bureau

Région	Autres	Postes téléphoniques	Imprimantes	Scanners	Photocopieurs	Ordinateurs								
	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon
Kayes	0	4	1	3	1	11	4	15	2	73	2	15	2	73
Koulikoro	0	0	1	8	4	21	2	21	2	81	2	21	2	81
Sikasso	0	0	0	2	5	6	3	16	5	32	5	16	5	32
Ségou	0	1	3	61	4	48	1	58	1	157	1	58	1	157
Mopti	0	0	1	18	4	14	7	26	11	54	11	26	11	54
Tombouctou	0	0	1	3	0	5	1	8	1	15	1	8	1	15
Gao	0	0	0	9	0	13	0	21	1	29	1	21	1	29
Kidal														
District de Bamako	0	35	1	44	0	56	1	83	28	332	28	83	28	332
Total	0	40	8	148	18	174	19	248	51	773	51	248	51	773

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 31: Taux de satisfaction par rapport aux équipements lourds par atelier

Nom de l'atelier	Nom équipement	Nombre d'équipements	Taux de satisfaction par équipement	Taux de satisfaction globale
Atelier de Coupe couture	Machine à broder	427	69,0	65,0
	Machine à coudre simple	1035	60,0	
	Table à couper	172	76,2	
	Machine à surfilage	139	45,0	
	Machine piqueuse	11	75	
Atelier Construction métallique	Poste de soudure	73	63,2	74,3
	Plieuse	26	80,0	
	Perceuse à colonne	40	78,6	
	Compresseur	10	75,0	
	Cintreuse	11	75	
Atelier d'électricité	Rouleau fil	33	12,5	43,0
	Clé trousse	26	42,9	
	Table d'essai	29	42,9	
	Testeur moderne	12	66,7	
	Moteur	5	50	
Atelier mécanique	Moteur de cours	24	40,0	56,1
	Caisse à outil	33	50,0	
	Pond élévateur	11	57,1	
	Boite de vitesse automatique	13	33,3	
	Testeur	7	100	
Atelier de menuiserie bois	Scie électrique	37	75,0	78,8
	Machine raboteuse	35	68,8	
	Défonceuse	7	100,0	
	Machine à coupe	4	100,0	
	Machine monteuse	2	50	
Atelier de restauration	Cuisine électrique	63	72,2	33,1
	Congélateur	23	70,0	
	Table de travail	14	60	
	Machine multifonction	3	0,0	
Atelier de transformation agro-alimentaire	Séchoir	40	59,1	66,5
	Congélateur	22	80,0	
	Four	33	66,7	
	Décortiqueuse	7	66,7	
	Moulin	6	60	
Atelier de teinture	Baignoire	36	66,7	48,3
	Bassine	26	25,0	
	Grand sceau	27	33,3	
	Stockage eau	6	66,7	
	Barrique	6	50	
Niveau moyen de satisfaction par rapport aux équipement lourds				58,1

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

4.1.4. Données financières

Tableau 32: Ressources selon la source

Provenance	Montant total annuel (en millier de Francs CFA)
Budget de l'état	628 622
Collectivités locales	54 749
Partenaires financiers locaux	191 447
PTF	1 655 488
Legs	29 250
Prestations de service	530 753
Frais d'inscription	198 647
Frais de scolarité	408 945
Autres	19 650
Total	3 717 551

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 33: Répartition des dépenses

Sources des dépenses	Montant total annuel (en millier de Francs CFA)
Salaire du personnel non enseignant	352 434
Salaire du personnel enseignant	803 443
Achat de matière d'œuvre	430 782
Eau	267 592
Electricité	420 078
Téléphone internet	22 035
Investissement	1 034 161
Charges locatives	150 091
Carburant	242 188
Consommables informatiques	34 070
Autres	403 282
Total	4 160 156

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

4.2. Statistiques sur les formateurs, personnel administratif et apprenants

4.2.1. Personnel administratif

Tableau 34: répartition du personnel administratif selon le niveau de diplôme et le sexe

Niveau de diplôme	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Aucun	158	22,2	51	22,1	209	22,2
Certificat	73	10,3	40	17,3	113	12,0
Attestation	60	8,4	7	3,0	67	7,1
CEP	0	0,0	0	0,0	0	0,0
DEF	24	3,4	8	3,5	32	3,4
CAP	68	9,6	24	10,4	92	9,8
BT	133	18,7	46	19,9	179	19,0
BAC	58	8,2	13	5,6	71	7,5
DEUG/DUT/BTS	34	4,8	10	4,3	44	4,7
Licence/Maitrise/Master 1	81	11,4	27	11,7	108	11,5
DEA/DESS/Master 2	22	3,1	5	2,2	27	2,9
Total	711	100,0	231	100,0	942	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 35: répartition du personnel administratif selon la fonction et le sexe

Fonction	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Directeur	308	43,3	68	29,4	376	39,9
Comptable	75	10,5	28	12,1	103	10,9
Chefs des travaux	102	14,3	18	7,8	120	12,7
Secrétaire/assistant	60	8,4	69	29,9	129	13,7
Aide archiviste	11	1,5	6	2,6	17	1,8
Personnel d'appui	104	14,6	17	7,4	121	12,8
Autre	51	7,2	25	10,8	76	8,1
Total	711	100,0	231	100,0	942	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 36: répartition du personnel administratif selon le statut et le sexe

Statut	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Contractuel	627	88,2	214	92,6	841	89,3
Fonctionnaire	84	11,8	17	7,4	101	10,7
Total	711	100,0	231	100,0	942	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

4.2.2. Personnel enseignant

Tableau 37: répartition des formateurs selon le diplôme et le sexe

Niveau du diplôme	Sexe					
	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Certificat	168	18,0	23	9,1	191	16,1
Attestation	56	6,0	8	3,2	64	5,4
CEP	7	0,8	1	0,4	8	0,7
DEF	52	5,6	44	17,4	96	8,1
CAP	226	24,2	50	19,8	276	23,3
BT	191	20,5	52	20,6	243	20,5
BAC	52	5,6	13	5,1	65	5,5
DEUG/DUT/BTS	51	5,5	32	12,6	83	7,0
Licence/Maitrise/Master 1	104	11,1	27	10,7	131	11,0
DEA/DESS/Master 2	26	2,8	3	1,2	29	2,4
Total	933	100,0	253	100,0	1 186	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 38: répartition de l'effectif des formateurs selon le diplôme et le statut dans l'emploi

Niveau du diplôme	Statut dans l'emploi					
	Contractuel		Fonctionnaire		Total	
	Effectif		Effectif		Effectif	
Certificat	184	16,8	7	7,8	191	16,1
Attestation	60	5,5	4	4,4	64	5,4
CEP	8	0,7	0	0,0	8	0,7
DEF	90	8,2	6	6,7	96	8,1
CAP	259	23,6	17	18,9	276	23,3
BT	209	19,1	34	37,8	243	20,5
BAC	60	5,5	5	5,6	65	5,5
DEUG/DUT/BTS	70	6,4	13	14,4	83	7,0
Licence/Maitrise/Master 1	129	11,8	2	2,2	131	11,0
DEA/DESS/Master 2	27	2,5	2	2,2	29	2,4
Total	1 096	100,0	90	100,0	1 186	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

4.2.3. Statistiques sur les apprenants

Tableau 39: Répartition des effectifs de la formation professionnelle selon le lieu de la formation et la région en 2019

Région	Lieu du déroulement de la formation									
	CFP Public		CFP Privé		Maîtres Apprentis		CFP et Entreprises		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	181	7,6	805	33,8	1 324	55,5	74	3,1	2 384	100,0
Koulikoro	199	10,9	1 167	64,0	219	12,0	238	13,1	1 823	100,0
Sikasso	176	8,1	748	34,4	1 215	55,9	33	1,5	2 172	100,0
Ségou	180	4,2	965	22,3	3 127	72,4	46	1,1	4 318	100,0
Mopti	118	4,7	1 375	54,4	919	36,4	114	4,5	2 526	100,0
Tombouctou	0	0,0	707	80,0	0	0,0	177	20,0	884	100,0
Gao	0	0,0	420	81,4	0	0,0	96	18,6	516	100,0
Kidal	0	0,0	0	0,0	236	100,0	0	0,0	236	100,0
Bamako	104	2,4	3296	76,6	228	5,3	677	15,7	4 305	100,0
Total	958	5,0	9 483	49,5	7 268	37,9	1455	7,6	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 40: Répartition des apprenants selon le sexe et la région en 2019

Région	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	1 485	62,3	899	37,7	2 384	100,0
Koulikoro	761	41,7	1 062	58,3	1 823	100,0
Sikasso	1 332	61,3	840	38,7	2 172	100,0
Ségou	2 689	62,3	1 629	37,7	4 318	100,0
Mopti	1 577	62,4	949	37,6	2 526	100,0
Tombouctou	706	79,9	178	20,1	884	100,0
Gao	329	63,8	187	36,2	516	100,0
Kidal	160	67,8	76	32,2	236	100,0
Bamako	1 932	44,9	2 373	55,1	4 305	100,0
Total	10 971	57,2	8 193	42,8	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 41: Taux d'accroissement des effectifs des apprenants entre 2017 et 2019 selon les régions

Région	Effectif en 2017	Effectif en 2019	Taux d'accroissement
Kayes	2 366	2 384	0,8
Koulikoro	2 150	1 823	-15,2
Sikasso	2 582	2 172	-15,9
Ségou	2 019	4 318	113,9
Mopti	2 151	2 526	17,4
Tombouctou	411	884	115,1
Gao	798	516	-35,3
Kidal	0	236	
District de Bamako	4 511	4 305	-4,6
Total	16 988	19 164	12,8

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 42: Répartition des effectifs de la formation professionnelle selon la source de financement en 2019

Source de financement	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao	Kidal	Bamako	Total
Privée	884	1 266	849	1 055	1 324	102	390	0	3 308	9 178
ACEFOR	102	100	75	90	75	30	30	0	92	594
ACTIF	0	0	0	0	371	0	0	0	0	371
AFECK	64	0	0	0	0	0	0	0	0	64
BIT	0	0	0	0	0	575	0	0	0	575
FIER	0	219	0	0	0	0	0	0	0	219
IDDA	0	0	0	67	0	0	0	0	0	67
LuxDev	0	0	0	3 000	0	0	0	0	0	3 000
NRC	0	0	0	0	94	0	0	0	0	94
PROCEJ	1 334	238	1 248	106	662	177	96	236	905	5 002
Total	2 384	1 823	2 172	4 318	2 526	884	516	236	4 305	19 164

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 43: Répartition des effectifs de la formation professionnelle selon le type de financement en 2019

Région	Source de financement des apprenants					
	Privée		Partenaires		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Kayes	884	37,1	1 500	62,9	2 384	100,0
Koulikoro	1 266	69,4	557	30,6	1 823	100,0
Sikasso	849	39,1	1 323	60,9	2 172	100,0
Ségou	1 055	24,4	3 263	75,6	4 318	100,0
Mopti	1 324	52,4	1 202	47,6	2 526	100,0
Tombouctou	102	11,5	782	88,5	884	100,0
Gao	390	75,6	126	24,4	516	100,0
Kidal	0	0,0	236	100,0	236	100,0
District de Bamako	3 308	76,8	997	23,2	4 305	100,0
Total	9 178	47,9	9 986	52,1	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 44: Répartitions des apprenants selon le sexe et les filières PRODEFPE

Filières	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Gestion des transports ou logistique	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Mécanique	1005	9,2	32	0,4	1 037	5,4
Conduite et travaux publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Entretien routier	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Production, gestion et exploitation de l'eau	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Céréaliculture	574	5,2	372	4,5	946	4,9
Horticulture	741	6,8	626	7,6	1 367	7,1
Bétail-viande	760	6,9	287	3,5	1 047	5,5
Lait	8	0,1	13	0,2	21	0,1
Aviculture	419	3,8	183	2,2	602	3,1
Apiculture	53	0,5	3	0,0	56	0,3
Alimentation animale	99	0,9	47	0,6	146	0,8
Pisciculture	215	2,0	88	1,1	303	1,6
Aquaculture	12	0,1	0	0,0	12	0,1
Production	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Assainissement / génie sanitaire	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Hygiène et sécurité	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Maçonnerie	631	5,8	51	0,6	682	3,6
Menuiserie	1 469	13,4	100	1,2	1 569	8,2
Carrelage	214	2,0	42	0,5	256	1,3
Peinture	67	0,6	11	0,1	78	0,4
Plomberie	177	1,6	19	0,2	196	1,0
Electricité	329	3,0	17	0,2	346	1,8
Hébergement	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Cuisine	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Restauration	39	0,4	110	1,3	149	0,8
Agence de voyage	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Forge	281	2,6	3	0,0	284	1,5
Electronique	440	4,0	32	0,4	472	2,5
Bijouterie / joaillerie / orfèvrerie	62	0,6	4	0,0	66	0,3
Coiffure / esthétique	33	0,3	540	6,6	573	3,0
Coupe couture / stylisme	512	4,7	3149	38,4	3 661	19,1
Sculpture	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Teinture	45	0,4	199	2,4	244	1,3
Poterie céramique	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Tapisserie	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Tissage	45	0,4	47	0,6	92	0,5
Photographie	38	0,3	7	0,1	45	0,2
Cuir et peau	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Fabrication d'équipements/Matériels	812	7,4	63	0,8	875	4,6
Transformation de céréales, fruits et légumes	384	3,5	1 338	16,3	1 722	9,0
Fabrication d'équipements sportifs	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Exploitation minière	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Orpillage	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Textile	15	0,1	64	0,8	79	0,4
Installation et maintenance des équipements industriels	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Sport	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Energie nouvelle et renouvelable	696	6,3	148	1,8	844	4,4
Autres filières de l'Energie	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Filières non classées	513	4,7	241	2,9	754	3,9
Agriculture	92	0,8	79	1,0	171	0,9
Froid climatisation	127	1,2	16	0,2	143	0,7
Hôtellerie	64	0,6	262	3,2	326	1,7
Total	10 971	100,0	8 193	100,0	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 45: Répartitions des apprenants selon le sexe et secteur économique

Secteurs économiques	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Transport	1 005	9,2	32	0,4	1 037	5,4
Travaux publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Eau et Hydraulique	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Agriculture	1 404	12,8	1075	13,1	2 479	12,9
Elevage	1 339	12,2	533	6,5	1 872	9,8
Pêche	227	2,1	88	1,1	315	1,6
Foresterie	3	0,0	2	0,0	5	0,0
Assainissement, Hygiène et Environnement	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Bâtiment	2 887	26,3	240	2,9	3 127	16,3
Hôtellerie	103	0,9	372	4,5	475	2,5
Tourisme	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Artisanat (y compris la transformation agroalimentaire)	2 667	24,3	5446	66,5	8 113	42,3
Mines	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Industrie	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Sport	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Energie	696	6,3	148	1,8	844	4,4
Secteur non classée	640	5,8	257	3,1	897	4,7
Total	10 971	100,0	8193	100,0	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 46: Répartitions des apprenants selon le sexe et secteur économique

Source de financement	Mode d'apprentissage					Total
	Formation initiale	Formation qualifiante	Formation continue	Formation Duale	Formation Tutorée	
Privée	1 884	4 961	2 333	0	0	9 178
ACEFOR	0	594	0	0	0	594
ACTIF	0	0	0	0	371	371
AFECK	0	0	0	0	64	64
BIT	0	0	575	0	0	575
FIER	0	0	0	0	219	219
IDDA	0	0	0	0	67	67
LuxDev	0	0	0	0	3 000	3 000
NRC	0	94	0	0	0	94
PROCEJ	0	0	0	1 455	3 547	5 002
Total	1 884	5 649	2 908	1 455	7 268	19 164

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF

Tableau 47: Répartitions des apprenants selon le sexe et le mode d'apprentissage

Mode d'apprentissage	Homme		Femme		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Formation initiale	561	5,1	1 323	16,1	1 884	9,8
Formation qualifiante	3 313	30,2	2 336	28,5	5 649	29,5
Formation continue	1 097	10,0	1 811	22,1	2 908	15,2
Formation Duale	1 037	9,5	418	5,1	1 455	7,6
Formation Tutorée	4 963	45,2	2 305	28,1	7 268	37,9
Total	10 971	100,0	8 193	100,0	19 164	100,0

Source : Annuaire statistique de l'emploi et la formation professionnelle 2019/ ONEF